



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SERVICE D'ANIMATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES INTERMINISTERIELLES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ N°PREF-SAPPIE-BE-2019-043**

**mettant en demeure la société IBRE située sur le territoire de la commune  
de Saint-Denis-les-Sens de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral  
n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.171-8 ;
- VU** le récépissé de mutation du 18 janvier 2006 délivré à la société IBRE de sa déclaration faisant part de son intention d'exploiter une activité de freins fonderie sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation délivré à la société ZF MASSON en date du 10 février 2000, autorisant la société IBRE (International Braking and Railway Equipment) à poursuivre l'exploitation d'une fonderie de capacité de production 12 t/j et d'une installation de revêtement métallique par étamage sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens ;
- VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment les dispositions des articles de la section III concernant la protection contre la foudre ;
- VU** l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2011 et le courrier envoyé à l'exploitant en date du 29 juillet 2011 associé ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 mai 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le courrier du 22 mai 2018 par lequel l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant le projet d'arrêté de mise en demeure ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 3 juillet 2018 et par courriel du 10 avril 2019 à la transmission susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 dispose que : « *Tout stockage fixe ou temporaire susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- *100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- *50 % de la capacité totale des réservoirs associés.*

*La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.*

*Les capacités de rétention et les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou dans le milieu naturel.*

*Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, des pollutions des eaux superficielles ou souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.*

*Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuse, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. » ;*

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 15 février 2018, l'inspection a constaté la présence de copeaux métalliques imbibés d'huile de coupe dans une benne, en attente d'évacuation, dans la cour extérieure. Une certaine quantité de copeaux a été observée, à même le sol, à côté de cette benne. L'ensemble est placé sur une zone sans aucune étanchéité ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.6.3 et plusieurs autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 relatif aux rétentions ;

**CONSIDÉRANT** que le site ne peut donc être considéré comme placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société IBRE de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

## A R R E T E

### ARTICLE 1 :

La société IBRE, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 5, Rue Henri CAVALLIER à Saint-Denis-les-Sens, est mise en demeure, **sous un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, de couvrir et placer la benne de copeaux métalliques imbibés d'huile de coupe sur rétention suffisante et adaptée. De plus, l'exploitant devra procéder au nettoyage de cette zone et justifier de sa dépollution.

### ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il serait fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

### ARTICLE 3 :

Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IBRE et dont copie sera adressée à :

- M. le Maire de Saint-Denis-lès-Sens,
- M. le Sous-préfet de Sens,
- Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté
- M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- M. le Directeur de la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé de l'Yonne,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne,
- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la préfecture.

Fait à Auxerre, le **17 AVR. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale

  
Françoise FUGIER

**Délais et voies de recours ci-après**

*Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Dijon sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.*

*A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de la Transition Écologique et Solidaire d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*